

L'ATTENTAT SUICIDE**Un acte révélateur d'impuissance**

L'attentat suicide d'hier à Tadmait, qui a fait deux morts, dont une passante, et une dizaine de blessés, est le premier de l'année en cours.

Par cet acte, l'organisation terroriste a surtout cherché à donner l'impression qu'elle dispose toujours de ressources pour braver la camisole sécuritaire qui a mis en échec toutes ses initiatives pour ce même type d'attentat depuis le dernier du même genre en septembre passé à Tagdemt (Boumerdès) à l'aide d'un véhicule.

Pour rappel, il y a lieu de noter que l'année 2007 a enregistré huit attentats suicide entre avril et décembre et l'année 2008 et en a connu douze entre janvier et septembre. Soit une moyenne de près d'un attentat par mois. Force est de constater que l'attentat d'hier n'a pu être commis qu'après un intervalle de près de six mois.

Ce n'est pas que l'organisation terroriste ait renoncé à ce genre de crimes qui a soulevé un tollé contre elle, y compris dans certaines sphères islamistes qui partagent son credo de guerre contre l'Etat algérien, comme elle vient de le prouver avec l'attentat d'hier, mais tout simplement parce qu'elle en a été incapable. Et même ce dernier, de par la manière et le lieu où il a été commis, renseigne beaucoup plus sur un état, plutôt de recul réel que sur une improbable possibilité d'un nouveau redéploiement.

Faire exploser un terroriste au petit matin contre la porte d'un cantonnement de la Garde communale, en plein massif forestier de Sidi-Ali Bounab pour tuer une sentinelle et une dame qui était de passage, relève plus d'un acte d'impuissance que d'une démonstration de force.

Il s'agit d'un attentat qui se voulait spectaculaire et qui ne l'a été que par sa propre impréparation, révélatrice de l'extrême difficulté pour l'organisation terroriste de rééditer ses «exploits» sanguinaires précédents. Surtout qu'il a été commis dans une zone qui est censée être son «fief» et où, théoriquement, elle ne manque ni de chair à canon ni de cibles potentielles.

Pour cette raison, il semble de toute évidence qu'elle ne va pas en rester là et va tout tenter pour faire défrayer la chronique avec d'autres attentats du même genre, dans la même région et ailleurs. Le risque visible est que sur la vingtaine d'attentats suicide précédents, il n'y en a eu que trois qui ont été opérés à l'aide d'une ceinture explosive alors que pour tous les autres, il y a eu recours à des véhicules bourrés d'explosifs.

Si cela pourrait signifier, entre autres, une certaine «pénurie» de matières explosives, il révèle également la forte probabilité de l'élargissement et la répétition de cette pratique plus apte à tromper la vigilance sécuritaire que l'utilisation d'un véhicule. Et en ce sens, il y a à voir dans l'attentat d'hier une sorte de test dont les enseignements seront tirés par les forces de sécurité mais aussi par l'organisation terroriste qui ne voudra pas rester sur ce bide.

D'autant plus qu'en cette période préélectorale, elle tient à y participer à sa manière. En fait, elle a commencé sa campagne avec l'attentat d'hier. Mais encore une fois, comme pour toutes les échéances électorales qui ont eu lieu durant ces deux dernières décennies, ce ne sera qu'un cumul de crimes gratuits dont elle ne peut tirer que davantage de convictions pour les Algériens, et pas seulement, qu'elle n'est et ne sera rien d'autre qu'un ramassis d'assassins.

Mohamed Issami

TADMAÏT (TIZI-OUZOU) : DEUX MORTS ET NEUF BLESSÉS**Un kamikaze se fait exploser devant le siège de la Garde communale**

Deux morts et neuf blessés, huit civils et un garde communal, sont à déplorer à la suite d'un effroyable attentat perpétré par un kamikaze qui s'est fait exploser à l'aide d'une ceinture d'explosifs qu'il portait sur lui.

L'opération terroriste s'est produite tôt dans la matinée d'hier, à moins d'un quart d'heure après la rentrée des classes, et a visé le siège de la Garde communale, sis à la cité Farki, un quartier populaire qui abrite aussi le lycée A. Bennour, et situé au cœur de la ville de Tadmait, à 15 km à l'ouest de Tizi-Ouzou.

Un garde communal en faction, devant le siège du corps de sécurité qui l'employait, a été la première victime de l'explosion qui a également coûté la vie à une dame de 42 ans, de retour de l'école du quar-



Le siège de la Garde communale, lieu de l'attentat.

Photo : Samir Sid

tier où elle venait d'accompagner sa petite fille.

Les blessés sont au nombre de neuf, dont un garde communal. Souffrant de blessures légères, avons-nous appris sur place, ils ont tous été pris en charge par les secouristes de la Protection civile qui les ont acheminés vers le

CHU de Tizi-Ouzou.

Un nouveau mode opératoire : le terroriste était à pied

Le lieu de l'attentat où nous sommes arrivés vers 8h45 dégage encore une odeur de poudre.

Sur le sol, des flaques de sang et des restes de

chair humaine que les éléments de la police scientifique et ceux de la Protection civile s'affairaient à ramasser.

Des restes de chair étaient visibles sur le mur d'enceinte de la bâtisse qui abrite les gardes communaux.

S. A. M.

DÉTENUS IMPLIQUÉS DANS DES AFFAIRES DE SOUTIEN AU TERRORISME**Vers une grâce présidentielle ?**

Le président Bouteflika pourrait décider d'une amnistie en faveur des détenus impliqués dans des affaires liées au terrorisme.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Le département de Belaïz aurait, selon nos confrères du quotidien *El Bilad*, saisi la semaine écoulée les différentes cours de justice pour arrêter les listes de personnes condamnées définitivement dans des affaires de soutien au terrorisme, susceptibles de bénéficier de la grâce présidentielle que «prononcera Abdelaziz Bouteflika dans les prochains jours», selon le même quotidien citant des sources judiciaires.

En règle générale, sont concernés par les différentes grâces présidentielles prononcées à l'occasion de fêtes nationales ou religieuses, les détenus condamnés définitivement ayant suivi un enseignement et une formation et ayant réussi, durant leur incarcération, les examens des cycles moyen, secondaire et universitaire et les différents modules de la formation professionnelle.

Toutefois, ces mesures de grâce collective ne touchent pas les détenus concernés par l'ordonnance portant mise en œuvre de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale, ni les détenus condamnés pour avoir commis ou tenté de commettre des faits de terrorisme et de subversion, d'atteinte à la vie ou à l'intégrité physique, ou pour des crimes et délits de vol, d'association de malfaiteurs, de détournement de deniers publics ou privés, de corruption, de trafic d'influence, d'évasion, de fausse monnaie, de contrebande et de trafic de stupéfiants.

Selon un avocat exerçant à Alger, «le président de la République peut, conformément aux prérogatives qui lui sont conférées par l'article 77-7 de la Constitution, et en sa qualité de premier magistrat du pays, prononcer une grâce ou une amnistie à tout moment de l'année sans que la date soit liée à un



Photo : Samir Sid

événement national ou religieux».

A cet égard, si les «rumeurs» sur une éventuelle amnistie au profit de certaines catégories de détenus venaient à se confirmer, cela «entrerait dans l'exercice normal de ses fonctions de président de la République», précise encore notre interlocuteur.

Néanmoins, il est fort probable que des mesures de grâce soient prononcées au bénéfice d'une certaine

catégorie de détenues condamnées définitivement à l'occasion de la Journée internationale de la femme. Il convient de noter, enfin, que nos tentatives de vérifier ces informations au niveau du ministère de la Justice sont restées vaines.

Les responsables du service communication du département de Belaïz étaient aux abonnés absents, durant toute la journée d'hier.

L. M.